

Index AI : PRE01/422/2013  
19 August 2013

## **Des enfants figurent parmi les réfugiés syriens qui se voient opposer un refus d'entrée sur le territoire jordanien**

Les autorités jordaniennes doivent accueillir sur leur territoire quiconque fuit le conflit armé qui déchire la Syrie voisine, a déclaré Amnesty International après avoir constaté que des familles avec de jeunes enfants figuraient parmi les très nombreuses personnes contraintes d'attendre à la frontière ces derniers jours.

« Le gouvernement jordanien doit permettre à tous ceux qui souhaitent se mettre en sécurité de se rendre en Jordanie par des moyens sûrs, sans discrimination aucune, a déclaré Saïd Boumedouha, directeur par intérim du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Les personnes qui fuient la Syrie ne devraient pas se voir interdire l'accès au territoire, même temporairement, car cette mesure met leurs vies en danger. En vertu du droit international, la Jordanie est tenue de maintenir ses frontières ouvertes aux réfugiés. »

L'organisation a appris que, depuis mercredi 14 août, Amina, une Syrienne, et ses six enfants ne sont pas autorisés à pénétrer sur le territoire jordanien au poste-frontière officiel de Nasib. Les gardes-frontières leur ont accordé des visas d'entrée, mais leur ont indiqué qu'ils ne pourraient entrer en Jordanie que dans un mois. Le message « Revenez dans un mois » a été tamponné sur leurs passeports.

D'autres familles auraient subi le même sort à Nasib ainsi qu'à d'autres postes-frontières.

Amina et sa famille ne peuvent pas retourner dans la petite ville d'où ils viennent, Deraa al Hara, car celle-ci a été attaquée et est assiégée par les forces gouvernementales syriennes. Ils sont bloqués dans un no man's land, aux points de passage entre la Jordanie et la Syrie, depuis le 14 août.

« Nous n'avons pas d'eau ni de pain, et nous sommes obligés de dormir sur la route avec une centaine d'autres familles », a déploré Amina.

Pour survivre, la famille mange les fruits qu'elle parvient à cueillir sur les arbres situés à proximité.

Amina a expliqué à Amnesty International que sa maison avait été touchée par une roquette. D'autres habitants de Deraa al Hara ont raconté que plusieurs dizaines de corps jonchaient les rues de la ville. Les forces de sécurité n'ont pas autorisé les quelques habitants que compte encore la ville à les enterrer, ont-ils ajouté.

Deraa al Hara est située dans le gouvernorat de Deraa, dans le sud-ouest du pays. C'est là qu'ont débuté les manifestations massives contre le gouvernement du président Bachar el Assad en mars 2011, manifestations réprimées par une force meurtrière et excessive de la part des forces de sécurité.

Depuis quelques mois, la Jordanie interdit l'entrée sur son territoire à certaines catégories de personnes,

dont les réfugiés palestiniens et irakiens en provenance de Syrie, les sans papiers et les hommes célibataires.

Le refus opposé à des Syriens munis de passeports valides, qui constitue un élément nouveau, pourrait indiquer un durcissement de la position des autorités jordaniennes.

Le fait que la Jordanie ait récemment pris des initiatives pour interdire l'accès à son territoire à des Syriens munis de papiers d'identité en règle témoigne de la lassitude grandissante du pays, qui accueille 500 000 réfugiés de Syrie sans entrevoir aucune issue à cette crise.

L'afflux de réfugiés a mis à rude épreuve les infrastructures jordaniennes. Le pays a vu s'accroître la demande d'eau, d'électricité, de logements, d'établissements scolaires et de denrées alimentaires. Dans certaines zones résidentielles, il est difficile d'héberger le nombre particulièrement élevé de réfugiés, et la population est de plus en plus frustrée, car les loyers ont augmenté et le marché de l'emploi est de plus en plus tendu.

« Même si les ressources du pays sont insuffisantes, les autorités jordaniennes sont tenues de veiller à ce que toutes les personnes qui cherchent refuge puissent se mettre en sécurité sur leur territoire, a indiqué Saïd Boumedouha.

« Il est primordial que la communauté internationale fasse en sorte que la Jordanie et d'autres pays d'accueil disposent de l'aide financière et technique dont ils ont besoin pour offrir une protection et une assistance satisfaisantes aux réfugiés de Syrie », a-t-il ajouté.

*(Le véritable nom d'Amina n'est pas dévoilé dans un souci de protection de son identité.)*